

MÉDICAMENTS

## Vers une nouvelle pénurie

**Le marché du médicament risque de connaître une nouvelle tension en 2017. Les programmes d'importation de médicaments pour l'année prochaine, déposés depuis le mois de septembre dernier, ne sont pas encore signés par le ministère de la Santé. Ce dernier devait pourtant libérer les programmes au plus tard début novembre pour permettre aux opérateurs pharmaceutiques de faire leurs commandes pour l'année prochaine. Ces derniers alertent sur le risque de revivre le scénario de 2015 où un nombre de médicaments était sous tension en raison d'un retard dans la signature des programmes d'importation.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière n'a toujours pas signé les programmes d'importation du médicament pour l'année 2017.

Des programmes qui sont déposés au ministère de la Santé depuis le mois de septembre et qui, habituellement, sont signés au plus tard début novembre. Or, nous sommes à la fin de l'année et ces programmes d'importation ne sont pas encore libérés. Pire, ce même département n'a même pas signé les avenants, (des programmes complémentaires pour l'année 2016).

Car, depuis 2014, explique-t-on, le ministère de la Santé n'accorde pas la totalité des quantités demandées par les producteurs. Préférant une nouvelle stratégie qui consiste à ne pas signer la totalité des commandes déposées mais juste une partie et si le producteur arrive à épuiser cette quantité il peut introduit une nouvelle demande pour le reste de la commande initiale. C'est une prolongation de la première commande.

Or, même ces quantités qui sont habituellement signées à partir du mois de mai jusqu'au mois d'octobre pour couvrir le marché



Photo : DR

**Menace sur la disponibilité du médicament à partir de janvier prochain.**

du médicament pour le reste de l'année de 2016 n'ont pas été signées. Les opérateurs pharmaceutiques alertent sur la menace qui plane sur la disponibilité du médicament à partir du mois de janvier prochain.

Ils rappellent que même si les programmes d'importations sont libérés vers le mois de janvier prochain, il faudra ouvrir une lettre de

crédit, envoyer ses commandes aux usines de fabrication et ensuite attendre trois à quatre mois pour pouvoir réceptionner les commandes. D'autant que, relève-t-on, il y a déjà une tension sur un certain nombre de médicaments actuellement au niveau des officines. Ce qui se révèle être une aubaine pour les grossistes qui en profitent pour faire de la vente

concomitante. L'année 2017 risque de connaître le même scénario que celui de 2015. Cette année là, les premiers quotas des programmes d'importations déposés pour signature en septembre 2014 pour les quantités prévisionnelles de l'année 2015 n'ont été signés que vers le début du mois de mars de 2015.

Conséquence : plus de 139 médicaments étaient en rupture de stock pendant plusieurs mois. Le ministère de la Santé a donné à l'époque l'argument des négociations sur la réduction des prix des médicaments pour justifier le retard dans la signature des programmes. La tutelle et les producteurs n'ont réussi à trouver un accord que vers le mois de décembre 2014 sur la politique des prix. Quelle est l'excuse du département de Abdelmalek Boudiaf pour ce nouveau retard ? Des professionnels expliquent que le but du ministère de la Santé est de pouvoir annoncer une facture d'importation des médicaments en baisse.

**S. A.**

SELON SON P-DG

## Début d'externalisation de Sonelgaz

**La société Etterkib, filiale de Sonelgaz, a scellé hier une alliance stratégique avec le groupement soudanais Al Salma for Trading and Investment, portant sur l'étude et l'installation de 53 systèmes solaires de 75 kW pour pivot. Pour une valeur de 2 millions de dollars.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le démarrage du projet est prévu pour janvier 2017. La cérémonie de signature a eu lieu hier au Centre international des conférences Abdellatif-Rehal, en marge du Forum Algérie Afrique, et ce, en présence du ministre de l'Energie Nouredine Bouterfa.

Par cet accord, les deux partenaires algérien et soudanais travaillent sur le développement et la promotion d'activités commerciales et industrielles au Soudan et en Afrique, a annoncé Mohamed Chikhaoui, P-dg d'Etterkib. Et en particulier, la réalisation des projets en EPC (études, fournitures, formation et exécution) dans les

secteurs de la production et le transport d'électricité, les énergies, les énergies renouvelables, l'électrification des villes et villages sols et des grands périmètres agricoles, la construction de pipelines et la réalisation d'un centre enfûteur, centrales hydrauliques et stations de pompage.

Pour piloter ces projets, le partenaire soudanais propose ses locaux pour installer une antenne d'Etterkib au Soudan. Le P-dg de Sonelgaz, Mustapha Guitouni, a déclaré que ce projet est un premier pas vers l'externalisation des activités de sa société, tout en annonçant qu'un projet est en voie de négociation avec le Mali pour

l'électrification rurale. «Nous allons nous exporter de plus en plus. Puisque nous avons acquis beaucoup d'expérience en matière d'engineering (Inerga, Kahrakib, Etterkib, Kanaghaz, Kahrif», a déclaré M. Guitouni. «Nos ingénieurs algériens vont réaliser ces centrales dans les meilleurs délais et aux normes voulues», promet-il. A cet effet, M. Guitouni a annoncé que la Tunisie a aussi sollicité son entreprise pour la fourniture de quantités de mégawatts d'électricité.

Abordant le forum d'affaires, le P-dg de Sonelgaz a déclaré que «ce genre de forum permet à la société de se faire connaître et d'échanger. En tout cas, nous avons fait le premier grand pas et c'est la première opération d'externalisation de Sonelgaz et ce ne sera pas la dernière».

Par ailleurs, un memorandum

d'entente a été signé entre le Forum des chefs d'entreprises et l'Union des Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture libyenne.

Cet accord a été signé hier, en marge du Forum africain d'investissement et d'Affaires, par Ali Haddad et son homologue libyen Mohamed Abdelkrim Erraidh.

Les deux partenaires œuvreront au renforcement de la coopé-

ration économique entre l'Algérie et la Libye, a-t-on annoncé.

D'autre part, le président du FCE, Ali Haddad, et le président du G20 des entrepreneurs, Crégoire Sentilhes, ont signé une convention de coopération portant notamment sur l'organisation de la prochaine réunion du G20 des entrepreneurs en Algérie au courant du dernier trimestre 2017.

**Y. D.**

GUELMA

## Mohamed Aïssa lance les travaux du colloque national sur le discours religieux dans les médias

Mohamed Aïssa, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, a prononcé, hier à la maison de la culture Abdelmadjid-Chaffai de la ville de Guelma, l'allocution d'ouverture du colloque national sur le discours religieux dans les médias.

Dans son intervention, le premier responsable du secteur veut bannir toute forme de prêche ou de discours «radicaux» contre les vraies valeurs de l'islam. «Il est clair que le thème de cette rencontre sera principalement axé sur des orientations qui visent à promouvoir un discours religieux modéré qui doit être compatible avec le Coran et avec les principes de l'Algérie», déclare Mohamed Aïssa, devant les participants. Et d'ajouter «je parle de lutter contre les idées subversives véhiculées, notamment par certains médias lourds. Que ce soit dans l'audiovisuel ou les autres canaux médiatiques, où l'on prêche un discours radical».

Cela irait même jusqu'à juger certains discours «étrangers aux valeurs nationales et à l'identité algérienne. Il est temps de mettre un terme à cette forme de propagande, qui va entièrement à l'encontre des valeurs morales constituant les principes fondamentaux de l'islam», a-t-il lancé devant les participants.

Le ministre a invité dans son discours tous les intervenants à œuvrer pour mettre en place un dispositif qui vise à associer étroitement les acteurs concernés pour une protection intellectuelle de la pensée des Algériens. «Le repère qui ne changera pas, c'est le repère des lois du Coran, parce que c'est ce que les partisans de la subversion et du radicalisme ont voulu détruire et c'est ce qu'on doit préserver», a dit Mohamed Aïssa lors de son discours d'ouverture du colloque de Guelma, et qui a duré une journée, dont la matinée a été consacrée aux conférences plénières, et l'après-midi aux travaux d'atelier.

**Nouredine Guergour**

TÉLÉPHONIE MOBILE

## Djezzy veut reprendre sa place de leader

**L'avènement de la 4G a permis à l'opérateur de la téléphonie mobile Djezzy de mettre en place un plan de déploiement qui «n'a pas tardé à porter ses fruits».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon son premier responsable, M. Vincenzo Nesci, «la 4G est pour nous un moyen pour reconquérir notre rôle de leadership».

L'opérateur de la téléphonie mobile Djezzy veut reconquérir sa place de premier opérateur de la téléphonie mobile. Pour cela, un

plan de déploiement a été mis en place par son équipe dirigeante.

Hier, à l'occasion de l'inauguration d'un incubateur à l'Ecole nationale polytechnique en partenariat avec Djezzy, l'opérateur mobile a affiché ses ambitions, en comptant ratisser large en nombre d'abonnés. D'ailleurs, M. Vincenzo Nesci a indiqué que le nombre d'abonnés communiqué à l'autorité de régulation est de seize millions et demi et que «Djezzy couvrira 21 wilayas par la 4G avant la fin de l'année», tout en indiquant que «depuis ce dimanche (4 décembre 2016), la

3G de Djezzy est présente dans les 48 wilayas du pays». Ce dimanche, le patron de Djezzy a déclaré que ce partenariat avec l'Ecole nationale polytechnique a pour principal but «de contribuer au développement du nouveau modèle économique national». Pour Djezzy, ce projet «constituera une passerelle entre le monde universitaire et le monde de l'entreprise, comme il sera un pivot d'un réseau de chercheurs, d'entrepreneurs, d'investisseurs dans le domaine de l'innovation technologique».

**A. B.**